



**ATTENTES DES UTILISATEURS POUR LA PERIODE 2014-2018
selon les entretiens réalisés par le Cnis au 2^e semestre 2012
COMMISSION « ENTREPRISES ET STRATÉGIES DE MARCHÉ »**

POUR DEBAT EN COMMISSION le 30 mai 2013

Le texte ci-dessous est la synthèse d'entretiens effectués auprès des membres du Cnis et de personnalités extérieures au Cnis.

Eléments de contexte

La préparation du moyen terme 2014-2018 s'inscrit dans un contexte à la fois national et international.

En effet, ces entretiens qui se veulent prospectifs reflètent en premier lieu les préoccupations liées au prolongement et à l'importance de la crise internationale économique et financière, notamment les débats autour du diagnostic sur la compétitivité de la France.

Cependant, les préoccupations soulevées lors des concertations nationales avec les partenaires sociaux, ou encore les négociations ou simulations de mesures budgétaires ressortent également de ces entretiens qui ont eu lieu au deuxième semestre 2012.

1. Dimension internationale

Deux grands axes se dégagent dans ce domaine.

Améliorer le diagnostic sur les entreprises françaises en les replaçant dans leur contexte mondial

Il est souhaité que la vision habituellement donnée du système productif français soit replacée dans son contexte mondial, c'est-à-dire avoir une compréhension mondiale de l'entreprise, pas seulement sa trace française.

Les thèmes à étudier : la localisation du système productif, mais aussi la mesure des flux : la mobilité des entreprises et des ressources humaines, des capitaux, des biens, la localisation des profits, et sur un autre plan les prix de transfert.

Besoin d'élargissement de l'interrogation de FATS

Il s'agit d'un sujet central de moyen terme pour Eurostat (cf. ESSNET). L'enquête européenne, interroge les unités légales établies en France (tête de groupe, filiales ou entreprises indépendantes) sur 3 variables quantitatives (CA, salariés, nombre de filiales). Cependant, on ne sait pas où se localise la valeur ajoutée d'un groupe donné.

Compte tenu des limites de l'enquête, la question peut se poser de poursuivre l'enquête chaînes d'activités mondiales avec des questions qualitatives ou de refaire l'enquête mondialisation. Les chercheurs utilisent toujours l'enquête réalisée sur 2000 et estiment qu'elle a vraiment vieilli.

Il y a un besoin de suivre et caractériser la mondialisation, de rassembler dans un cadre cohérent les différentes sources. Le Cnis ne pourrait-il pas *contribuer au tableau de bord de la mondialisation avec un groupe de travail ad hoc* ?

Mesurer les différentes dimensions de la compétitivité

De manière générale, il s'agit de pouvoir porter un diagnostic comparatif avec les principaux partenaires économiques de la France, de mieux comprendre sur quoi se joue la compétition entre pays. Cela pose donc systématiquement la question de comparabilité européenne, voir internationale.

Il est dit que la vision globale agrégée n'est pas remise en cause, mais on mesure mal pourquoi une entreprise est compétitive alors qu'une autre ne l'est pas. L'approche micro économique sera de plus en plus indispensable.

Des différents entretiens il ressort que :

- il y a un besoin d'éclairer la situation française au sein de l'Europe. Les données ne sont pas toujours comparables, les spécificités de chaque pays et la façon dont ils traitent certains domaines, comme les effets qualité, créent des écarts de résultats non interprétables (cf. par exemple les indicateurs de déséquilibre macroéconomiques, mais aussi les ratios des comptes des entreprises).
- la productivité globale des facteurs doit être analysée. Le coût du capital, qui inclut notamment le coût du crédit et celui de l'intermédiation bancaire, doit être examiné au même titre que le coût du travail, ainsi que les droits de douane, taxes, parité monétaire.
- les principaux agrégats du compte des entreprises ont besoin d'être compris aussi bien comparés à la comptabilité nationale que comparés à quelques pays européens : taux de marge, taux d'autofinancement. Les données diffusées par Eurostat semblent très hétérogènes. Comment lire les données françaises et les comparer ?
- la compétitivité prix est mal suivie, énormément discutée, pas totalement élucidée, pour certains prix comme les prix à l'export, mais aussi les prix des services, les prix de l'énergie.
- compétitivité hors prix ;
 - o détermination des différents facteurs notamment sur le rôle des aides de l'État, la fiscalité, la réglementation,
 - o innovation, qualité et gamme de produits (cf. enquête Coe-Rexecode sur l'image des produits importés)
 - o responsabilité sociale des entreprises,
 - o management et organisation du travail,
- comprendre les caractéristiques et performances des petites entreprises à l'export

2. Appareil productif

Connaissance sur les données de l'artisanat versus micro-entreprises :

D'une manière générale, que ce soit les organisations professionnelles ou les administrations, il est demandé de pouvoir suivre leurs principales caractéristiques des micro-entreprises, pour le suivi des politiques publiques. De plus, et dans cette optique, il serait nécessaire que les mises à disposition de données individuelles (comité du secret) soient possibles pour cette catégorie d'entreprise.

Connaissance des non-salariés

La demande est d'investir davantage ce champ. Certaines mesures (fiscalité, cotisations sociales) du gouvernement les concernent. Cette population est en augmentation. Or, c'est le régime fiscal et social qui fait que certains optent pour ce statut. On peut penser que dans les années à venir il y aura des variations de comportement, surtout si un plan gouvernemental sur l'artisanat se met en place.

Il serait utile de savoir jusqu'à quel niveau de désagrégation il est possible d'aller en terme de qualité statistique pour ce champ.

Demande de connaissance statistique les coopératives, entreprises qui ont un ancrage territorial particulier

Avoir une vision d'ensemble sur les entreprises : à la fois sur le financement, la recherche, l'innovation, la formation et l'énergie. Mais aussi l'emploi, la compétitivité, focus de secteurs d'avenir, facteurs sociaux.

Les liens industries-services. Qu'est-ce qui fait le périmètre de l'industrie aujourd'hui ? Besoin de mieux connaître les liens industries-services, les externalisations, des entreprises industrielles achètent au lieu de produire : inquiétude de ce passage au commerce « de nombreux produits dans les catalogues ne sont pas produits par l'entreprise industrielle ».

On parle aussi d'industrie bancaire, a-t-on quelque chose à dire à ce sujet ?

Il est demandé une mise à disposition des consommations intermédiaires (en produits manufacturés comme en services) lors du passage secteur-branche notamment pour certains secteurs comme les APU ce qui permettrait de connaître ce qu'elles externalisent.

Stratégie de change : comment les entreprises facturent ?

3. Approches thématiques transversales

Développement durable

D'une manière générale il est souhaité que le « verdissement » des enquêtes, qui a eu lieu sur la période, soit maintenu pour avoir des résultats à intervalles réguliers.

Certains aspects sont soulignés comme : la connaissance du recyclage, des émissions de Co2, notamment sur les produits aux frontières (MIC : mécanismes d'inclusion carbone).

Il est demandé de consolider la méthodologie de l'enquête sur les consommations d'énergie afin d'éviter la multiplication d'enquêtes concurrentes : « avoir une bonne enquête indépendante de tout lobbying ». Il est suggéré de rechercher une harmonisation des variables de collecte, des intitulés. Il existe trop de demandes d'information disparates, les entreprises ont du mal à répondre, ce qui affecte la qualité des réponses.

Définir le périmètre de l'économie verte, approche utile pour l'analyse économique, besoin de connaître les activités nouvelles, le verdissement des produits.

Economie circulaire (recyclage) : à inventorier sur une base locale

Connaissance fine des prélèvements fiscaux

Sujet sollicité par les divers partenaires sociaux et par certaines administrations. Il s'agit de suivre sous l'angle économique la réalité de la charge fiscale qui pèse sur les entreprises afin d'analyser l'évolution du poids des différentes politiques fiscales sur les entreprises, en distinguant les PME et les grandes entreprises et les secteurs d'activité. Il serait utile de distinguer les mesures en faveur de l'environnement afin de pouvoir en évaluer leur impact. Savoir comment pèse la fiscalité du capital par rapport à celle du travail.

« Pour traiter sereinement les grands sujets de la crise il faut une meilleure évaluation statistique des aides fiscales aux entreprises et de l'efficacité des choix fiscaux en général ».

Connaissance des filières :

Ce sujet est jugé comme essentiel pour analyser la compétitivité française et la localisation des chaînes de valeur se trouvant à l'étranger. En 2009, les états généraux de l'industrie les industriels, l'Administration et les partenaires sociaux ont débattu de l'avenir de l'industrie en France. La notion de filière a alors été placée au centre des réflexions. Au-delà de la notion de secteur, le terme filière a été associé à la notion de chaîne de valeur, sans qu'une définition claire puisse toutefois être retenue.

Il y a de plus en plus, besoin d'y voir clair sur l'amont-aval, un éclairage est nécessaire pour mieux comprendre comment fonctionne et évolue l'industrie française. Ne pas oublier les services en lien avec l'industrie manufacturière.

Connaissance des réseaux

Maintenir cette connaissance, il est demandé de l'étendre aux services financiers.

4. Aspects sectoriels/activité

Problématiques agricoles :

Il s'agit de poursuivre ou approfondir un certain nombre de thématiques déjà engagées comme :

- l'alimentation (produits sous signes de qualité, information des consommateurs, aide alimentaire, gaspillage), nombre d'exploitations agricoles entrées dans la certification « haute qualité environnementale », chiffre des stocks privés et publics des matières premières alimentaires (sécurité alimentaire),
- la filière agro-alimentaire (structures coopératives, R&D,) y compris données sociales (métiers, formations,..)
- les nomenclatures des métiers forestiers (qui ne correspondent pas aux métiers de l'agriculture)

Recherche publique et Innovation

Pouvoir établir des liens entre les investissements en terme de R&D, d'innovation et l'évolution du système productif. Appréhender les liens entre entreprise et ce qui fait système. Comment se font les transferts de technologie, connaissance des structures comme les IRT (Instituts de recherche technologique), connaissance des grappes de brevets, des start-up, des clusters, des pôles de compétitivité, les financements, notamment les fonds d'amorçage, la formation professionnelle.

Numérique

Ce sujet est considéré comme stratégique pour lequel la connaissance statistique ne va pas assez loin. La statistique est en décalage par rapport aux réalités. Dans quelle mesure le numérique va-t-il bouleverser les notions statistiques (notamment nomenclatures) de produits, services, commerce ? C'est un sujet de long terme qui a besoin d'être pris dans ses différentes dimensions.

Il n'est pas possible aujourd'hui d'avoir une estimation de la valeur ajoutée consolidée des différents aspects des TIC en distinguant 6 activités : les services télécoms, les équipements télécoms, les services informatiques et logiciels, les équipements informatiques, les services de télévision et l'électronique grand public.

Peut-on avoir une estimation et des tendances de ces nouveaux services : « on valorise les marchés cœurs des télécoms, en traitant de manière séparée les marchés « périphériques », mais ils sont très importants : environ une dizaine dont moteur de recherche, réseaux sociaux, Cloud appli des mobiles,

e_book etc. Ces marchés périphériques représentent peu aujourd'hui, mais leur dynamique est très forte de l'ordre. »

De même, il est demandé une connaissance des activités qui « embarquent des biens TIC physiques » (exemple de l'automobile, l'aéronautique, mais aussi les activités de services y compris bancaires). Par exemple pour le commerce électronique, on ne sait pas déterminer le prix qu'un fournisseur facture à une plateforme pour une transaction télécoms, il faudrait un outil d'enquête sur ce prix. La question est de savoir ce qui est la partie « managée » (c'est à dire correspondant à une offre globale service +infrastructure sous-jacente) et ce qui est la partie non managée. Ce problème n'est pas spécifique à la France et se pose pour tous les pays

Des problématiques utiles pour les politiques publiques pourraient être étudiées comme la télémédecine, l'E-learning, E_Gov, appelées à se développer fortement.

Il existe un besoin de données de statistique publique à mettre à disposition sur la couverture des réseaux, en prise, abonnés ...

Au delà des questions (importantes) concernant la fracture numérique, regarder les usages et pratiques (ex : organisation du travail) liées aux nouvelles technologies, aspects culturels.

5. Méthodologie, accès aux données

Comparabilité des données internationales

Il faudrait que les enquêtes statistiques intègrent les nouvelles catégories d'entreprise, notamment pour les enquêtes thématiques.

Il semblerait qu'il existe une grande hétérogénéité sur la manière qu'ont les CFE de faire révéler les *activités aux entreprises* lors des immatriculations. Il est souhaité que l'Insee intervienne davantage pour améliorer leur professionnalisation. La question existe aussi du côté de la qualité du RSI (régime social des indépendants).

Pour des praticiens qui travaillent avec les acteurs locaux sur les *filières du numérique* il apparaît que la nomenclature est inadaptée, pas en phase avec la réalité et qu'il y a des problèmes de codification. Les personnes qui codent l'APE ne connaissent peut-être pas toujours bien ces activités. Aussi, les acteurs publics montent des bases de données chacun de leur côté, pas très bien harmonisées. « Si la codification était meilleure de nombreuses enquêtes et analyses pourraient être faites dans de bonnes conditions. »

Au sujet de fiabilité statistique pour les catégories micro-entreprises et les non-salariés : il est souhaité qu'une présentation soit faite sur la méthode pour clarifier ce point sur la fiabilité.

Harmonisation des statistiques publiques entre Insee, SSM et organisation professionnelles

Accès aux données, pas seulement pour les chercheurs, mais intéresserait aussi les organisations professionnelles et les administrations

Big data : de nouvelles voies pour la statistique d'entreprises. Des chercheurs explorent des voies de connaissance à partir des données capturées.